

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

GBM 25033

Réalisation d'un panel de points de vente de cartes géographiques

Procédure d'Appel d'Offres Ouvert

Articles L.2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

Le présent CCP comporte 15 feuillets numérotés de 1 à 15.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 – NATURE, MODE DE PASSATION, FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES	5
6.1 Contexte et problématique de l’étude	5
6.2 Objectifs de l’étude	5
6.3 Méthodologie	6
6.3.1 Recueil de l’information	6
6.3.2 Constitution du panel de points de vente	6
6.3.3 Informations à recueillir	7
6.3.4 Livrables	8
6.3.5 Modalités de livraison des informations	8
6.3.6 Historique panel IGN	9
ARTICLE 7 – PRIX	9
7.1 Principes généraux	9
7.2 Variation des prix	10
ARTICLE 8 – CONDITIONS DE PAIEMENT	10
ARTICLE 9 – MODIFICATION DU MARCHE	12
ARTICLE 10 – PENALITES	12
ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 12 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	13
ARTICLE 13 – ASSURANCE	13
ARTICLE 14 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 15 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET FINANCIERS	14
ARTICLE 16 – RESILIATION	14
16.1 Résiliation pour faute du titulaire	14
16.2 Résiliation sans faute du titulaire	14
16.2.1 Résiliation pour motif d’intérêt général	14

16.2.2 Résiliation pour force majeure	15
ARTICLE 17 – DIFFERENDS ET LITIGES	15
ARTICLE 18 – LANGUE DU MARCHE	15
ARTICLE 19 – NORMES	15
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	15

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'un panel de points de vente de cartes géographiques.

ARTICLE 2 – NATURE, MODE DE PASSATION, FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché de services.

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

La forme retenue pour l'exécution des prestations est un marché ordinaire.

Le marché est conclu sans montant minimum ni maximum. Le montant total des prestations a néanmoins été estimé aux environs de 180 000€ HT sur 4 ans.

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement plus difficile son exécution.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de un (1) an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable trois (3) fois par tacite reconduction par période de un (1) an. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

En cas de non reconduction, l'IGN en informe le titulaire au moins trois mois avant la fin de la période de validité en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière ;
2. Le présent **cahier des clauses particulières** (CCP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi ;
3. Le **cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 ; bien que non matériellement joint au présent dossier, ce document est réputé connu du prestataire, restant entendu que les pièces particulières prévalent sur les pièces générales en cas de contradiction ;
4. La proposition d'étude du titulaire valant offre technique et financière ;
5. Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les stipulations des pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire

aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'exécution des prestations débutera à la notification du marché.

Le titulaire recevra un bon de commande annuel de l'IGN du prix total de la prestation indiqué à l'annexe financière.

Le marché est exécuté de manière simple et reconduit dans les mêmes conditions d'année en année jusqu'à expiration du contrat.

ARTICLE 6 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

6.1 Contexte et problématique de l'étude

L'IGN et le marché du grand public :

L'IGN est éditeur de produits cartographiques (cartes et affiches) qui sont proposées au grand public à travers deux canaux de vente :

- un réseau de diffusion (intermédiaire entre l'IGN et les magasins comme les

GSA, GSS, sites internet...).

- une e-boutique (Internet), <https://boutique.ign.fr/>

Le réseau de diffusion des cartes IGN :

L'IGN distribue ses cartes par l'intermédiaire de 3 diffuseurs dans environ 10 000 points de vente en France.

Ces points de vente sont de natures très diverses. On peut distinguer notamment :

- **Les GSS** (Grandes Surfaces Spécialisées) et **grands magasins** : GSS en produits culturels (FNAC, Cultura...) et de loisirs / sports (Décathlon...)
- **Les GSA** (Grandes Surfaces Alimentaires) : Hypermarchés et Supermarchés,
- **Les chaînes de magasins spécialisés** en papeterie ou dans la presse (Maisons de la Presse, Relay H),
- **Des librairies de niveau 1 et niveau 2, certains cafés-tabac-journaux,**
- **Les sites internet** : amazon.fr, fnac.com, etc...

6.2 Objectifs de l'étude

L'IGN souhaite, à travers cette étude, disposer d'informations précises, fiables et récurrentes sur sa représentation et celle de ses concurrents dans chacun de ses circuits de distribution (librairies, grandes surfaces et sites internet).

L'objectif de cette étude est donc de connaître chaque mois :

- les écoulements des produits de l'IGN et de ses concurrents, en volume et en valeur,

GBM 25033 – Réalisation d'un panel de points de vente de cartes géographiques - CCP

- la part de marché et le taux de présence en magasin, de l'IGN et de chacun des autres éditeurs de cartes :
 - Pour le marché total des cartes,
 - Par segment et thème de produit
 - Par type de point de vente.
- pour chaque éditeur, par segment et thème, les références les plus vendues.

6.3 Méthodologie

L'étude doit être réalisée par un prestataire spécialisé dans les panels de points de vente.

Les prestations demandées sont les suivantes :

- Constitution d'un panel de points de vente,
- Relevé mensuel dans chaque point de vente de ce panel, des ventes de chacune des références du marché en volume et en valeur,
- Traitements statistiques de ces relevés,
- Fournitures des résultats selon les modalités de livraison des informations définies plus bas.

6.3.1 Recueil de l'information

La population à étudier est celle des points de vente et sites internet vendant des cartes :

- Les GSS (Grandes Surfaces Spécialisées) et grands magasins : GSS en produits culturels (FNAC...) et de loisirs / sports (Décathlon, Nature et Découverte...),
- Les GSA (Grandes Surfaces Alimentaires) : Hypermarchés et Supermarchés,
- Les stations-services,
- Les chaînes de magasins spécialisés en papeterie ou dans la presse (Maisons de la Presse, Relay H),
- Des librairies indépendantes, certains cafés-tabac-journaux,
- Les sites internet : amazon.fr, fnac.com, ign.fr, michelin-boutique.com, etc...

6.3.2 Constitution du panel de points de vente

L'étude du titulaire précisera la liste des enseignes avec pour chacune le nombre de points de vente, des sites internet, et le nombre de librairies indépendantes constituant son panel.

L'IGN souhaite un panel composé d'un minimum de 2 000 magasins.

L'IGN souhaite que le panel puisse être structuré en quatre circuits de vente :

- Circuit GSA : hypermarchés et supermarchés
- Circuit GSS : toutes les enseignes spécialisées en bricolage, sport, culture... Ce sont les enseignes constituées en réseau
- Librairies de niveau 1
- Librairies de niveau 2
- Internet : les boutiques en ligne

L'IGN souhaite idéalement que la segmentation du panel propose trois niveaux : segments (communs à tous

les éditeurs), thèmes (communs à tous les éditeurs) et collections (spécifiques à chaque éditeur).

A compter de la notification du marché, le titulaire disposera d'un délai de huit (8) jours pour fournir ces informations et mettre tout en œuvre pour que les enseignes composant le panel soient les plus représentatives possible du périmètre actuel de ventes des produits IGN.

6.3.3 Informations à recueillir

Les informations à recueillir sont, dans chacun des points de vente et sites internet vendant des cartes, les ventes – en volume et en valeur – (sorties de caisses) de chacune des références de carte ou support numérique d'information géographique vendus.

La proposition d'étude du titulaire précise comment il procède pour le suivi et l'affectation au panel des nouvelles références de tous les éditeurs qui paraissent tout au long de l'année sur le marché des cartes.

Le titulaire devra trimestriellement rendre compte du suivi et de l'affectation au panel des nouvelles références.

L'IGN fournira, au minimum 2 fois par an, par fichier Excel la liste de ses nouvelles références à paraître (ean + titre + segmentation du panel du prestataire).

L'IGN fournira au titulaire, à la mise en place de l'étude, sa base ean totale afin que ce dernier puisse identifier les éventuels ean IGN manquants et faire les bons rattachements des produits IGN à sa segmentation (si l'IGN identifie que les produits IGN n'y sont pas rattachés correctement).

Dans le cas où le prestataire dispose déjà d'un panel IGN, il fournira certaines ventes en volume global sur l'année 2024, tous circuits de distribution confondus, afin que l'IGN identifie le taux de couverture de ses produits.

Les ean IGN à identifier sont :

9782758554622	925 FRANCE TOURISTIQUE
9782758556152	926 FRANCE TOURISTIQUE PLASTIFIÉE
9782758547938	924 FR. VOIES VERTES ET VELOURUTES
9782758551270	89028 LES SENTIERS DES DOUANIERS BRETAGNE NORD
9782758540946	89025 TOUR DU MONT-BLANC
9782758553236	TOP100D29 FINISTÈRE
9782758554172	36300T CHAMONIX.MASSIF DU MONT-BLANC
9782758551867	17480T GAVARNIE.LUZ-SAINT-SAUVEUR
9782758534662	RELIEF PYRENEES (80 x 113)

Le prestataire fournira également ces éléments pour le global des cartes de randonnée IGN à l'échelle du 1:25 000 si la structure actuelle de son panel lui permet de les identifier.

Le fichier des ean en vente de l'IGN (« base produit ») est fourni en annexe. Il est par ailleurs disponible sur le site www.espace-revendeurs.ign/fr, onglet *Téléchargements*, nom du fichier : *base produits*

6.3.4 Livrables

Délai et fréquence de la remontée des informations

L'IGN souhaite disposer des informations mensuellement et à date régulière.

Les informations sont à livrer sans interruption entre le 1^{er} et le 15 du mois.

Si cette période de livraison n'est pas respectée, le titulaire encourt des pénalités de retard dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCP.

Il n'est pas demandé de présentation orale des résultats.

Informations à livrer

Les informations à livrer par le prestataire au cours de la période concernée, pour chaque poste identifié de la segmentation, et chaque éditeur présent dans le circuit de distribution, devront être les suivantes (liste non exhaustive) :

- **Ventes en volume** : ventes aux consommateurs exprimées en unité de mesure (pour chaque référence de la segmentation)
- **Ventes en valeur** : ventes volume valorisées par le prix de vente aux consommateurs (pour chaque référence de la segmentation)
- **Diffusion Numérique (DN)** : nombre de magasins où l'éditeur est présent (pour chaque référence de la segmentation)
- **Diffusion numérique vendante** : nombre de magasins où l'éditeur est vendu (pour chaque référence de la segmentation)
- **Diffusion Valeur (DV)** : pourcentage de chiffre d'affaires sur la classe de produits que représentent les magasins où l'éditeur est vendu (pour chaque référence de la segmentation)
- **Ventes moyennes hebdomadaires** : ventes moyennes hebdomadaires (pour chaque référence de la segmentation) divisées par le nombre de magasins vendants
- **Nombre moyen de références en magasin par éditeur** (moyenne sur l'ensemble des points de vente)
- **Prix moyen** : prix de vente moyen constaté par référence de la segmentation.

6.3.5 Modalités de livraison des informations

- Accès en libre-service

Les mesures devront être accessibles en ligne. Le logiciel d'exploitation des données doit permettre 2 choses :

- Les données standards mensuelles en accès direct,
 - une autonomie totale à l'IGN pour créer ses propres tableaux de bord de suivi avec donc accès à toutes
- GBM 25033 – Réalisation d'un panel de points de vente de cartes géographiques - CCP*

les dimensions composants le panel (circuits, segments, éditeurs...).

Si l'accès aux données du panel du titulaire est lié à une licence d'exploitation payante d'un logiciel spécifique, l'IGN souhaite disposer d'une seule licence et le coût de la licence doit être intégré et détaillé dans l'annexe prix. Le titulaire devra également prévoir dans son offre une formation aux agents IGN (maximum 3 personnes) à l'utilisation du logiciel.

- Tableaux de bord de suivi

La société d'études devra également mettre à disposition de l'IGN, mensuellement, différents tableaux de bord (besoin exprimé a minima ou solution équivalente).

PERIMETRE
Volume, valeur, tous éditeurs, -cumul à fin de mois sur année et année -1 et année -2, variation période -1 et période -2 -poids et PDM sur année et année -1 et année -2 -total et sous totaux quand imbrication de 2 champs 12 tableaux par : circuit / segment / éditeur / circuit-éditeur (max 5 éditeurs) / circuit- segment / segment-éditeur (max 5 éditeurs) / segment-circuit / segment IGN / segment-collection IGN / segment/collection Michelin / segment IGN / TOP IGN (1000 références) / TOP Michelin (400 références)

6.3.6 Historique panel IGN

Si un historique est disponible, l'IGN devra, a minima, disposer d'un accès à l'historique pour les années 2023 et 2024.

ARTICLE 7 – PRIX

7.1 Principes généraux

La monnaie de référence du marché est l'euro.

Le marché est conclu à prix forfaitaire, reconduit annuellement et révisable. Le titulaire du marché s'engage à respecter le prix forfaitaire indiqué dans l'annexe financière « DPGF » figurant dans son offre.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations,
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires,
- la cession à titre exclusif des droits d'exploitation des résultats de la prestation,

GBM 25033 – Réalisation d'un panel de points de vente de cartes géographiques - CCP

- les frais de déplacement et de bouche liés aux réunions de quelque nature que ce soit.

7.2 Variation des prix

Les prix dans la DPGF, sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit **JUILLET 2025**. Ce mois est appelé "Mois zéro" (M0).

Le prix forfaitaire est ferme la première année. Il sera révisé à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (S/S_0)$$

P : prix révisé HT

P₀ : prix initial HT

S : valeur disponible de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 73.20 – Services d'études de marché et de sondages – publié par l'INSEE - Base 2021 - Données trimestrielles brutes (identifiant 010766590), à la date de révision

S₀ : valeur disponible de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 73.20 – Services d'études de marché et de sondages - publié par l'INSEE - Base 2021 - Données trimestrielles brutes (identifiant 010766590), à la date de remise des offres

Le coefficient de révision des prix obtenu est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire est tenu de communiquer à l'IGN au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire du marché, le prix révisé ainsi que son mode de calcul. A défaut d'information, le paiement des prestations s'effectuera sur la base de l'ancien prix qui sera reconduit jusqu'à réception et acceptation par l'IGN du nouveau prix forfaitaire. Il n'y aura pas d'effet rétroactif sur la révision du prix.

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE PAIEMENT

■ Demande de paiement

Le titulaire pourra émettre sa demande de paiement après admission tacite ou expresse des livrables prévus par le marché.

■ Facturation

Le titulaire adresse les factures de ses prestations lorsque l'admission (ou service fait) est prononcée.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,
- la référence du service IGN qui assure la réception de la commande,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,

- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN. Le paiement s'effectue par virement.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

■ Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1er janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse URL suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

■ Modalités de paiement

Le paiement s'effectue à terme échu suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif. Le délai de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

■ Intérêts moratoires

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

S'ajoute à ces intérêts, une indemnité forfaitaire destinée à compenser les frais de recouvrement supportés par le titulaire du marché. Cette indemnité est fixée à 40 € selon l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

■ Avance

En application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies aux articles R2191-6 à R2191-10 du code la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant forfaitaire initial annuel du marché toutes taxes comprises.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues aux articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché est informé par l'acheteur de la modification du contrat ou il informe l'acheteur de la nécessité de modifier le contrat. Dans tous les cas, toute modification fera l'objet d'une discussion entre les parties et sera formalisée par un avenant.

Ces modifications peuvent notamment concerner les points suivants :

✓ La clause de variations des prix (formule de révision, changement d'indice)

✓ Le délai et la fréquence de la remontée des informations

ARTICLE 10 – PENALITES

En cas de dépassement du délai de livraison des livrables précisé à l'article 6.3.4 du présent CCP, le titulaire encourt une pénalité de retard calculée selon les dispositions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS relatif au seuil d'exonération, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités viendront en déduction de la facture à régler au titulaire, dans le respect du principe du contradictoire énoncé à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 et à l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché, à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les obligations du présent marché s'appliquent intégralement au sous-traitant, le titulaire s'engage à les lui communiquer.

L'IGN peut limiter le recours à la sous-traitance pour certaines tâches essentielles, en vertu de l'article L2193-3 du Code de la commande publique. Dans ce cas, l'IGN viendra motiver cette restriction.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse URL suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant.

NB : si le titulaire a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 12 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, les parties contractantes s'engagent à ne pas divulguer les documents ou renseignements techniques, financiers ou commerciaux obtenus à l'occasion de l'exécution du présent marché. Toute divulgation de renseignements de cette nature doit faire l'objet d'un accord exprès préalable de l'IGN ou du titulaire.

Le titulaire et l'IGN s'engagent à prendre les mesures nécessaires et appropriées, y compris auprès de leurs propres personnels, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

ARTICLE 13 – ASSURANCE

Le titulaire doit contracter une assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IGN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IGN et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire cède l'intégralité des droits afférents aux résultats découlant de l'exécution des prestations objet du marché (les résultats sont entendus de tous livrables quels que soient leur nature, leur forme et leur support) permettant à l'IGN de les exploiter librement pour tous usages.

Les droits patrimoniaux cédés sont les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation sur tous supports.

L'IGN peut communiquer à des tiers les résultats des prestations. Le cédant cède ses droits pour le monde entier.

La cession des droits d'exploitation est consentie dans la limite légale de la durée des droits d'auteur.

Les parties sont convenues que le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans le montant du marché indiqué dans son offre financière, et que le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 15 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET FINANCIERS

Dès la notification du marché, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN du marché est assuré par le Service de l'offre et des communs (SOC) de la Direction des programmes et de l'appui aux politiques publiques de l'IGN.

Le référent technique IGN est Laurent Wimmer.

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

ARTICLE 16 – RESILIATION

16.1 Résiliation pour faute du titulaire

L'IGN peut prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les cas énumérés à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

Dans les cas prévus aux i, m et n de l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'IGN adressera un courrier recommandé avec demande d'avis de réception signifiant la résiliation du marché. La résiliation prend effet à compter de la notification de la décision.

Dans les autres cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'IGN peut prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire a un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'IGN pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire fautif.

16.2 Résiliation sans faute du titulaire

16.2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

En application de l'article 40 du CCAG-FCS, la résiliation du marché pourra être prononcée sans faute du titulaire pour motif d'intérêt général qu'il soit de nature économique, juridique ou technique. Dans ce cas de

figure, le titulaire aura droit à une indemnité de résiliation dans les conditions prévues par ce même article.

16.2.2 Résiliation pour force majeure

Conformément à l'article L.2195-2, l'IGN peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. Dans ces conditions, la résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Il est à noter que le cas de force majeure repose sur trois conditions cumulatives définies par la jurisprudence :

Une condition d'imprévisibilité lorsqu'un titulaire se trouve en présence d'une difficulté matérielle imprévisible ;

Une condition d'extériorité lorsque la difficulté ne provient pas du fait du titulaire ;

Une condition d'irrésistibilité lorsque la difficulté est d'une ampleur ou d'une nature telle qu'elle rend l'exécution des obligations contractuelles impossible soit provisoirement, soit définitivement.

ARTICLE 17 – DIFFERENDS ET LITIGES

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>, au Comité consultatif de règlement amiable des différends compétent (articles R2197-1 à D2197-22 du Code de la commande publique) ou à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités – DREETS <http://dreets.gouv.fr>

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris.

La loi française est seule applicable au présent marché.

ARTICLE 18 – LANGUE DU MARCHÉ

La langue utilisée pendant l'exécution du marché est le français.

ARTICLE 19 – NORMES

Le titulaire garantit que les prestations livrées obéissent aux normes françaises ou équivalentes européennes ou internationales en vigueur au moment de la livraison. La mise en conformité des prestations à la réglementation est à la charge du titulaire.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 12 « Pénalités » du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.